



La France doit-elle rentrer dans l'Otan?

A - Mon expérience de 1964-1966:

En 1964 j'étais chef des opérations d'une escadre de chasse comprenant 30 chasseurs bombardiers, en veille nucléaire face au rideau de fer. La bombe était américaine. La France se trouvait, à l'époque, dans l'Otan et à ce titre intégrée dans les plans nucléaires américains. En tant qu'exécutants, nous étions à l'escadre, sous la férule de l'armée de l'air américaine, qui nous encadrait au plus près pour la qualification des procédures et des personnels opérationnels. Ils gardaient de plus, armes à la main, nos avions et nos installations. Nous étions liés électroniquement au Shape d'où nous recevions nos dossiers d'objectifs, et d'où devait venir l'ordre éventuel de décollage pour l'apocalypse.

Notre responsabilité opérationnelle se limitait à être en permanence prêts à décoller dans les 15 minutes pour un minimum d'appareils, en vue d'exécuter la mission.

Personnellement j'adhérais à cette situation ingrate mais que nous sentions tous indispensables face à la menace. Occasionnellement je tenais l'alerte, attaché dans le F100, avec la bombe sous le fuselage, et une sentinelle américaine armée devant l'avion, attendant l'ordre de décollage.

J'avais mon plan de mission en poche, et je savais que l'objectif qu'il me faudrait "traiter" était une capitale d'Europe Centrale. Je n'ignorais pas que j'aurais très peu de chances d'en revenir, mais aussi une très faible probabilité de décoller. Poker angoissant, mais indispensable. Dissuasion!

Heureusement nous savions que la France préparait fébrilement ses propres armes de dissuasion. Nous suivions avec passion la progression des essais du Mirage IV ainsi que de la bombe française.

En 1966, de Gaulle ayant décidé de sortir de l'Otan, très rapidement "nos" bombes américaines ont quitté la base et la France, escortées par les personnels américains.

Ce fut pour nous un immense soulagement que de rentrer au bercail de la défense nationale directe aux ordres de nos chefs nationaux. La bombe française nous mettait immédiatement à parité avec nos alliés américains.

B - Aujourd'hui:

1 - L'Otan a changé de nature

Les raisons de quitter l'Otan sont encore plus radicales qu'en 1966. Cet organisme a changé de nature: de vocation strictement défensive face à l'énorme menace soviétique de l'époque, il est devenu un instrument d'intervention du pouvoir américain d'abord en Europe puis à travers le

monde.

Jusqu'à l'effondrement de l'Urss, l'Otan n'avait qu'une mission unique et claire: bloquer l'armée Rouge, lui interdire l'Europe de l'Ouest.

C'était l'intérêt majeur de la France, tant qu'elle ne disposait pas de l'arme absolue, d'accepter l'intégration de ses forces au sein de la coalition des Alliés.

La menace rouge ayant disparu, l'Amérique a cherché d'autres missions à l'Otan. Celle-ci est devenue une organisation militaire multinationale classique d'intervention au service de la politique mondiale américaine.

De plus, en tant que système vieillissant et déséquilibré par le flou de sa nouvelle mission, l'Otan s'est alourdi en procédures et a perdu de sa transparence. Les Américains conservent la totale maîtrise de fait des commandements et des opérations. La concertation n'est plus que pure forme.

La France n'a pas à se lier à un tel organisme. Elle ne peut admettre de jouer les supplétifs de Washington. Sa présence dans l'Otan d'aujourd'hui ne peut se concevoir qu'en tant qu'Allié observateur lui permettant de choisir ses participations éventuelles, dans un rapport d'égalité politique.

Une telle position ne met pas en cause notre appartenance à l'Alliance atlantique, pilier de l'organisation politique de notre défense globale. L'entraide et la concertation inscrites dans ce Traité a toujours un rôle irremplaçable à jouer pour la France.

Aujourd'hui nous dénonçons la tentative feutrée de nos responsables politiques de vouloir se rapprocher militairement de l'Otan dans l'espoir, vain et sans portée politique, d'obtenir quelque commandement important au sein de cet organisme à l'occasion d'opérations extérieures. C'est ainsi qu'à Lille, a été créé un état-major français, aux normes OTAN, pour permettre la prise de commandement d'une opération alliée par un général français. L'intégration y est à ce point poussée que des officiers américains et alliés y sont installés en permanence, et que la langue anglaise est définie comme langue de travail en son sein.

2 -La question de la dissuasion nucléaire

Nous savions avant 66 que la France n'avait aucun moyen pour empêcher l'Armée rouge de déferler sur nos campagnes, sinon de s'en remettre à la dissuasion nucléaire que seule l'Amérique possédait. Et il était logique, que nous participions à la mission à l'intérieur de l'Alliance et de son organisation militaire.

Mais déjà avant 66, nous sentions le décalage assez effrayant entre la conception américaine de leur dissuasion et ce que la France pouvait envisager. L'Amérique procédait par un plan gigantesque de destruction potentielle de l'ennemi, qui rasait toute l'Europe de l'Est devant l'Urss, et risquait l'empoisonnement radioactif complet du continent. La France, par nécessité et bon sens, estimait que la quantité ne jouait pas en la matière.

Aujourd'hui, le raisonnement sur la dissuasion reste le même pour la France. Son arsenal, en cette matière, qui est en évolution qualitative permanente, sanctuarise toujours son sol, sur le plan militaire.

Ses sous-marins veillent au fond des mers et ses chasseurs-bombardiers tiennent l'alerte permanente... à condition que le Président de la République s'en souvienne.

C'est le problème majeur d'aujourd'hui. L'arme de dissuasion, qui existe concrètement pour la France, avec sa potentialité d'absolu, perd de sa crédibilité politique. Deux raisons profondes:

Les hommes au pouvoir l'ignorent de plus en plus. Ils n'en ont plus ni “ la fierté” ni l'assurance politique qu'elle devrait leur apporter dans leurs échanges internationaux. Ils ne réagissent plus aux empiétements progressifs de notre indépendance. Ils se soumettent aux diktats extérieurs, et même semblent les rechercher;

Et de façon aussi criminelle, ils laissent notre société se pourrir de l'intérieur, où l'éducation nationale ne prépare plus les générations futures à la relève des anciens avec leurs valeurs traditionnelles fortes; et où l'immigration-invasion modifie en profondeur la nature et les moeurs de notre société, la conduisant à son éclatement de plus en plus prévisible.

3 - L'autre grande tentation de la France: L'Europe

La subversion menée contre la nation française a été telle depuis si longtemps que nos élites éclairées ont estimé que notre pays n'avait plus la capacité de vivre pour ses propres objectifs, toujours qualifiés d'égoïstes, et qu'il lui fallait rejoindre un ensemble plus « humaniste » s'appelant l' « Europe », organisé sous la forme politique de « l'Union européenne ».

Aujourd'hui nous assistons à un ballet invraisemblable de pirouettes et courbettes par trop de nos hommes politiques devant l'aréopage installé à Bruxelles et conçu pour nous dévorer en tant qu'Etat. Une somme considérable de forces hostiles convergent sur la France pour l'amener à renoncer à son existence de Nation souveraine.

C'est ainsi que nous voyons notre patrie prête à lâcher prise, ses gouvernants successifs n'attendant qu'une occasion pour signer notre disparition, alors que le peuple français s'y refuse. Déjà 80% de nos lois viennent de Bruxelles.

Et sur le plan de la Défense, le piège s'élabore, après la recherche d'alignement sur l'Otan, par la mise sur pied progressive d'instruments européens incapables mais aliénants:

A : A été créé un « Comité Militaire de l'Union Européenne » en charge de réfléchir à « l'Europe-puissance ». Son chef actuel est un Français qui vient de s'exprimer dans la presse: il déclare d'abord que “ l'UE doit être autonome par rapport à l'Otan, à parité. Une cellule de coordination suffirait entre les deux organismes. Car si l'Otan est un organisme militaire pour conduire les opérations, l'UE est de nature politique. A l'Otan la guerre, à l'UE la gestion des crises. Donc l'interlocuteur normal de l'Europe c'est l'Alliance atlantique et non l'Otan.”

On voit ici que l'Union Européenne, à travers son Comité Militaire se prend pour un Etat, les nations européennes n'étant déjà plus que ses provinces.

Cette vision est confirmée par un ancien chef d'état-major des armées françaises lorsqu'il déclare que l'UE et l'Otan sont en rivalité de fait.

Il en conclut que la France doit quitter définitivement l'Otan, qui nuit à la construction de l'Europe-puissance. Il souhaite cette Europe-là, permettant un partenariat stratégique avec les Etats-Unis.

B : Autre Leurre: l'accord franco-allemand de mise sur pied d'un bataillon mixte intégré, au service de l'Europe. En pratique cette unité militaire est un fantôme, gaspilleur de moyens.

C : plus sérieux, mais sans résultats: création de l'Agence européenne de défense (AED). Son but est de tenter une intégration des industries européennes d'armement. Cet organisme ne parvient pas à réaliser ses rêves, car il butte sur les égoïsmes nationaux d'ordre économique ainsi que de la puissante concurrence américaine en ce domaine. Seule la France s'est prêté à ce jeu perdant, en sacrifiant son plus beau fleuron industriel en aéronautique, la brillante « Société Aérospatiale », pour l'intégrer aux capitaux et ambitions de nos voisins européens, mais aussi à des intérêts américains! Après cette opération suicidaire, elle n'est plus en force pour vendre ses avions de combat, et ne pourra obtenir à temps le remplacement de sa force de transport militaire à la suite de retards de production de sa commande à la multinationale EADS.

D: Enfin, l'UE a créé en 1999 à Nice un nouveau sigle: « PESD », pour « politique européenne de sécurité et de défense ». Ce projet a pour objet l'élaboration d'un concept de défense au niveau européen. Dans la réalité il n'est suivi d'aucun résultat, les Etats participants ne manifestant aucune volonté d'aboutir. L'Angleterre spécialement, estime que cela créerait une inutile duplication avec Shape.

Pour conclure

La France possède tous les atouts pour rester une grande nation indépendante et souveraine, et d'abord sur le plan politique, étant donné sa civilisation et sa culture historique. Elle conserve d'autre part la puissance de représailles absolues face à toute menace militaire d'invasion.

Ce qui lui est proposé ce sont deux projets antagonistes d'absorption militaire: dans un cas, l'Otan; et de disparition en tant que nation dans l'autre, l'Union européenne. Dans ces deux propositions, qui semblent si fortement tenter nos dirigeants politiques actuels, il n'y a rien à gagner pour la France et tout à perdre: notre souveraineté. Celle-ci n'a aucune raison valable d'être amoindrie puis avalée. Or il faut redire fortement que la souveraineté ne se discute pas. Nous serons beaucoup plus utiles dans l'Alliance en tant qu' "Alliés" de l'Amérique plutôt que simples fournisseurs de bataillons serviles. L'Otan est un organisme avaleur de contingents militaires au profit de buts stratégiques américains qui sont loin d'être forcément les nôtres. Quant à l'Union européenne, elle nous berne complètement avec son « Europe-puissance » alors que tout prouve que sa vocation, définie par l'Amérique et acceptée par de nombreuses nations de notre continent est d'être un ensemble économique ouvert sans limites au marché mondial, cet ensemble ne devant surtout pas devenir un rival des Etats-Unis.

Ce qu'il faut à la France est la renaissance de son courage politique dans l'indépendance, pour s'opposer à ce qu'ils appellent leur "sens de l'Histoire", c'est-à-dire notre disparition.

Général Derenne

Le 17 novembre 2007,

Reproduction autorisée avec mention de la source et de l'auteur.
2004-2007 Forum pour la France Licence Creative Commons CC
<http://www.forumpourlafrance.org>